

culture & recherche

n° 84
Mai-Juin 2001

SOMMAIRE

Actualité de la recherche	2
Dossier	4
Architecture, travail et société	
■ Décomposition des lieux de travail et remaniements de l'urbain <i>par François Lautier</i>	
■ L'architecture de bureau, un enjeu organisationnel et social pour les entreprises <i>par Thérèse Evette</i>	
■ De la métaphore industrielle aux modèles d'organisation territoriale <i>par Enrico Chapel</i>	
■ Un réseau de recherche et d'information à vocation européenne : RAMAU <i>par Thérèse Evette et François Lautier</i>	
■ L'institut parisien de recherche sur l'architecture, l'urbain et la société (IPRAUS) <i>par Philippe Bonnin</i>	
Calendrier	10
A lire	11

Création du Conseil national de coordination des sciences de l'homme et de la société

Par décret n°2001-227 du 12 mars 2001, paru au Journal Officiel du 14 mars 2001, est créé auprès du ministre de la recherche un Conseil national de coordination des sciences de l'homme et de la société. Il est chargé de proposer des orientations stratégiques pour assurer le développement des

sciences de l'homme ainsi que des actions de recherche. Il doit aussi contribuer à coordonner, dans le domaine des sciences de l'homme et de la société, les activités de recherche des services et organismes publics et peut être saisi par le ministre de toute question relative aux évolutions des sciences de l'homme et de

la société. Il remet au ministre un document annuel de synthèse et de propositions. Le Conseil est composé de vingt-six représentants de la communauté scientifique et de dix représentants de l'administration et des organismes de la recherche publique. Il se réunit au moins deux fois par an.

Lancement du Réseau pour la recherche et l'innovation en audiovisuel et multimédia (RIAM)

Mme Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication, M. Roger-Gérard Schwartzberg, ministre de la recherche et M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie ont lancé le 20 février 2001 le réseau RIAM (Recherche et innovation en audiovisuel et multimédia).

Ce nouveau réseau prolonge et amplifie les premiers acquis du programme PRIAMM, lancé en 1999, qui avait pour objectif de favoriser les partenariats entre les laboratoires publics de recherche et les entreprises ainsi que de constituer un lieu

efficace d'aide financière aux nouvelles technologies. Il a pour mission d'élargir ces objectifs en incluant dans son champ de compétence les sciences humaines, le droit, l'observation des usages et les sciences de l'éducation. Associant à ses travaux sociologues, économistes, ingénieurs, juristes et créateurs, il devrait faciliter la circulation et le partage des informations, encourager la mise en œuvre de partenariats et proposer aux autorités publiques et aux acteurs industriels des orientations et des axes stratégiques de recherche. Il regroupe dans un « guichet

unique » plusieurs contributions financières de l'Etat afin d'apporter des soutiens significatifs aux projets innovants et de donner une meilleure visibilité à l'aide publique. Pour 2001, le réseau dispose d'un montant total de crédits de plus de 20 millions d'euros.

Jean-Charles Hourcade, vice-président de Thomson Multimédia en charge de la recherche et de l'innovation, assure la présidence du réseau.

Adresse électronique de RIAM : <http://www.cnc.fr/riam>

La conservation à long terme des documents électroniques

Organisées par la Direction des Archives de France, les journées internationales sur « La conservation à long terme des documents électroniques » se sont tenues les 7 et 8 mars 2001 à Paris. Elles ont été l'occasion pour des professionnels venus de différents pays de s'interroger sur les mutations majeures de leurs métiers nées de la numérisation des archives et plus largement sur le devenir de l'archivage. Quatre grandes thématiques ont structuré les deux journées. Après une présentation des archives électroniques dans leur grande diversité, les intervenants ont fait état de programmes de conservation réalisés ou en cours de réalisation (en particulier au Canada, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France). Le traitement des nouvelles catégories de documents électroniques (courriers électroniques, images fixes ou

animées, sites Internet) a été abordé sous l'angle stratégique, technique et juridique. Enfin, la dernière demi-journée a été consacrée à une réflexion prospective sur la recherche, les programmes européens et la formation. Ces journées ont donné lieu à des débats très riches sur les interrogations que pose la conservation des documents électroniques, sur le plan technique, déontologique, économique ou politique.

Les interventions du colloque sont disponibles sur la Toile à l'adresse suivante :

<http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/fr/archivistique/DAFprogramme.html>

Salle du Parlement.



© Centre historique des archives nationales/Atelier de photographie

Appel d'offres de recherche : « Entre privé et public : les rapports de cohabitation et les usages des espaces communs dans les ensembles résidentiels »

La Mission du patrimoine ethnologique (Direction de l'Architecture et du Patrimoine), avec l'aide d'experts (Puca, Bureau de la recherche architecturale, office national des HLM) a lancé un appel d'offres de recherche sur le thème « *Entre privé et public : les rapports de cohabitation et les usages des espaces communs dans les ensembles résidentiels* »

Les parties communes (aussi appelées espaces intermédiaires : hall, cage d'escalier, palier, couloir, caves, parking, cour intérieure, jardin ou espace vert collectif, aire de jeux...) des immeubles d'habitation, ces espaces mi-privés, mi-publics, dont le statut ambigu varie selon la configuration des sites habités et la manière d'en faire usage, relie

la sphère privée du logement à celle de l'espace public environnant. Parties communes et espaces intermédiaires sont au centre de cet appel d'offres parce qu'ils focalisent l'attention sur des relations qui, de par la densité des expériences sociales qui s'y cristallisent, ne semblent pas avoir été suffisamment étudiées. Comment ces espaces, par leur morphologie, favorisent-ils cette vie sociale? Comment celle-ci se développe-t-elle autour du logement, point d'ancrage essentiel de la vie quotidienne? De quelle manière les usages métaphoriques du couple dedans/dehors s'articulent-ils à des délimitations proprement spatiales et notamment à celles qui opposent le logement à son extérieur? Enfin, et plus généralement, quelle

est la place des parties communes dans le rapport à l'habitat?

Les chercheurs étaient invités à répondre à ces questions en partant de l'une des trois entrées : 1. les dispositions morphologiques des parties communes et les conceptions architecturales; 2. les relations sociales autour du logement; 3. les rapports de copropriété.

Soixante deux projets ont été reçus, provenant principalement de laboratoires du CNRS, d'unités mixtes de recherche liées aux universités et aux laboratoires des écoles d'architecture. Les proposant sont aussi bien des ethnologues, des sociologues que des architectes. Une quinzaine de projets devraient être financés.

Librairie de l'architecture et de la ville

La Direction de l'architecture et du patrimoine et le Centre national du livre ont mis en place un programme quinquennal de soutien à l'édition et à la diffusion d'ouvrages portant sur la ville et l'architecture. Les subventions sont accordées à des ouvrages réalisés à l'initiative des éditeurs ou à ceux dont l'édition ou la réédition est jugée prioritaire en raison de leur importance dans les domaines considérés.

Des aides peuvent aussi être accordées à des revues d'architecture (pour un numéro spécial ou à l'occasion du renouveau d'une revue); à l'écriture, par l'octroi de bourses à des chercheurs ou des essayistes; à la diffusion, par l'attribution de subventions aux librairies et aux bibliothèques pour l'acquisition de fonds d'ouvrages d'architecture. Les projets sont soumis à un groupe

de travail composé d'experts et de personnalités qualifiées.

Renseignements :
Françoise Brousse
Direction de l'architecture et du patrimoine
Bureau de la diffusion, de l'action culturelle et des publics
8, rue de Vivienne
75002 Paris
Tél : 01 40 15 33 32

Actualité de l'Internet culturel

Portail de l'Internet culturel

L'Internet culturel est un annuaire thématique proposant une sélection de ressources en ligne pour se repérer dans l'offre de sites Web artistiques et culturels.

Régulièrement actualisé par plusieurs spécialistes du Ministère de la culture et de la communication, l'Internet culturel recense 4000 sites Web notamment francophones, ceux des établissements du ministère et de ses partenaires ainsi que les réalisations d'autres organismes ou les créations d'artistes. Il donne également des points d'entrée vers des sites étrangers importants.

Cet outil vient de faire l'objet d'une nouvelle interface permettant l'interrogation par mots clés et la navigation par rubrique.

<http://www.portail.culture.fr/>

Appel à projets de recherche sur l'art contemporain

La Délégation aux arts plastiques du Ministère de la culture et de la communication lance un appel à projets de recherche sur l'art contemporain

L'information concernant cet appel à projets est disponible sur le site Internet du Ministère de la culture et de la communication :

<http://www.culture.gouv.fr/culture/doc/index.html>
<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/dap-cdr>

Evelyne Pierre
Délégation aux arts plastiques
Bureau de la recherche et de l'innovation
27, avenue de l'Opéra
75001 Paris
Tél : 01 40 15 74 78
Fax : 01 40 15 74 14

Architecture, travail et société

Décomposition des lieux de travail et remaniements de l'urbain

Depuis quelque temps, se développent des situations qui modifient la liaison qui était devenue ordinaire entre travail et lieu de travail. Elles sont de nature et d'importance diverses, jouant sur des registres eux aussi différents : chômage, précarité, externalisation, délocalisation, « nomadisation », espaces partagés, etc. Cependant, elles vont toutes dans la même direction : délier la relation du travailleur au lieu de travail attribué par l'entreprise.

D'un côté, cette évolution induit, dans les entreprises et les institutions, une sorte d'inquiétude permanente bien que souvent latente, modifiant, même pour ceux qui ne sont pas directement concernés par ses effets, le rapport au travail, aux lieux du travail ainsi qu'aux autres dans les relations de travail. Cela participe de façon complexe mais profonde à la remise en cause du sens même du travail, tel qu'il s'était établi au long des décennies. Pour beaucoup, cette dissolution du lieu de travail participe d'un mouvement général de précarisation des emplois qu'ils ressentent comme une menace lorsqu'ils n'en ont pas encore été les victimes. Pour d'autres, moins nombreux, elle est à la fois le signe et le moyen de leur élévation. La flexibilité, la mobilité, la réactivité, toutes ces façons de désigner et de valoriser un changement permanent dont certains ont la maîtrise, d'autres

la hantise, sont devenus, on le sait, des maîtres mots des entreprises.

Cette évolution ne peut manquer d'avoir des effets hors des entreprises, notamment dans les conditions et les formes de la socialisation et dans les pratiques de l'urbain.

L'urbain c'était, d'abord, un espace orienté, organisé à partir de deux lieux clairement stabilisés : le bi-pôle habitat travail. Même si d'autres polarités, institutionnelles, commerciales, de loisir, etc., participent à la structuration de l'espace urbain, les lieux du travail et de l'habitat étaient, et sont encore pour beaucoup, prépondérants. D'une certaine façon c'est dans l'intervalle qui les sépare que se définit l'espace (et la temporalité, bien sûr) de la ville quotidienne; les autres polarités urbaines s'établissent par rapport aux premières, souvent en leur écho.

La perte ou la fragilisation de ces repères de l'espace mais aussi du temps, en l'occurrence celle de l'un d'eux, le lieu de travail, modifie profondément le sens même de la ville. La hiérarchie des divers lieux, les effets de centralité, les écarts se déplacent. Sans doute y a-t-il

des façons diverses de vivre ces modifications. On constate par exemple que de longues distances entre travail et habitat sont plus facilement acceptées : la localisation du travail devient trop aléatoire pour jouer un rôle déterminant dans le choix du lieu d'habitat. Par ailleurs, les lieux du logement n'ont souvent comme contrepoint, qu'une étendue urbaine homéomorphe, ressentie comme étrangère, voire hostile, avec les comportements individuels ou collectifs que cela induit. Certains, de plein gré ou comme solution à une impasse, réunissent travail et habitat, annulant, du moins dans ce registre, la relation à la ville. Sans développer plus avant, on peut saisir combien ces transformations de la pratique urbaine sont radicales et combien elles sont diverses, voire opposées.

Nous sommes alors conduits à interroger la notion même de mobilité, et à examiner ce qu'il en est de la place qu'elle prend dans l'entreprise comme dans la ville¹.

Une de ces interrogations porte sur la nature de l'« espace » dans lequel se déploie cette mobilité. S'agit-il d'un espace régi par des relations purement mécaniques, celui que suggère le plan ou la carte et dont la représentation ne relève que de la seule géométrie? Ou s'agit-il de l'espace social, c'est à dire celui des relations et des positions dans la

société? A priori, lorsqu'il s'agit de la ville, on pense à la composition de l'un et de l'autre, traditionnellement reliés par la géographie, la sociologie, l'urbanisme. Pourtant une rupture croissante entre les mobilités associées à ces deux types d'« espaces » se manifeste aujourd'hui.

Alors que pour certains la mobilité physique est un enjeu parce qu'elle leur donne accès à une multitude de ressources, de moyens d'agir et de perspectives, aussi bien professionnels que personnels, pour d'autres elle devient un leurre, tant le mouvement, sans doute toujours possible et bien souvent obligé, ne peut que les ramener au même endroit, du moins dans un lieu socialement, voire physiquement, identique.

Rappelons seulement, pour souligner l'urgence des examens à entreprendre, le développement des dispositifs urbains ou interurbains de la mobilité, lesquels sont au cœur des politiques actuelles de la ville comme ils sont aussi, fréquemment, les objets privilégiés de la violence urbaine.

FRANÇOIS LAUTIER
LABORATOIRE ESPACES TRAVAIL

1. LAUTIER F., « La transformation des espaces de travail et la mobilité urbaine », in *Les territoires de la mobilité*, Bonnet M. Desjeux D., s/d, PUF, 2000, Paris.



© C. Sabatier

L'architecture des bureaux, un enjeu organisationnel et social pour les entreprises

Si la décennie 90 a laissé de noirs souvenirs chez les promoteurs de bureaux et les aménageurs de ZAC, elle n'en a pas pour autant été une période stérile du point de vue de l'évolution des espaces tertiaires. S'y sont expérimentés de nouveaux modèles et élaborées de nouvelles approches de la qualité de l'espace de bureaux. Les bureaux actuellement construits mobilisent certains de ces acquis, mais la tension entre rentabilité et qualité demeure, imposant de nouveaux défis aux concepteurs.

Les acquis des années 90 : l'espace comme ressource

Au cours de la dernière décennie ont été accomplis de nouveaux progrès en matière de confort et d'agrément des bureaux. De même, les politiques de communication externe appuyées sur l'architecture se sont poursuivies. Mais le plus frappant est la maîtrise croissante, par les concepteurs de bureaux, des liens qui unissent l'espace et l'architecture à la communication interne et à l'organisation du travail.

Sur le plan de la communication interne, on reconnaît davantage l'importance des relations interpersonnelles pour l'efficacité du travail, de même que le rôle de la cohésion sociale de l'entreprise dans la réactivité aux exigences du marché. Dans cette optique, l'architecture a multiplié les rues intérieures, les atriums, les circulations et paliers élargis. Certains bâtiments proposent des dispositifs pour favoriser la vie sociale à différentes échelles, créant une sorte d'urbanisme interne aux ensembles tertiaires. Ce souci de communication interne s'est précisé dans l'étude des activités de travail.

On sait concevoir différents types de bureaux selon la nature des activités (conception, traitement, échange, travail individuel ou collectif), mais aussi selon l'organisation ou le style de management de l'entreprise (mode de travail en équipe, caractère plus ou moins formel des relations de travail, mode d'encadrement hiérarchique).

De nouveaux concepts sont apparus tels que l'espace d'équipe et l'espace par activités. Le premier, destiné notamment aux personnes organisées par projet, associe étroitement espace individuel et espace de groupe. Le second tient compte de la variété des activités au cours de la journée et offre un éventail d'espaces spécifiques que chacun utilise selon ses besoins. Ce concept a été notamment développé pour le personnel « nomade ». Le lieu de travail doit alors remplir un nouveau rôle : faire vivre le lien avec l'entreprise pour les personnels qui ne la fréquentent qu'occasionnellement et n'y disposent pas d'un « territoire » personnel.

La flexibilité recherchée dans la conception des plateaux de travail a porté précisément sur la capacité de varier les cloisonnements et les organisations de l'espace pour accueillir une diversité de groupement des postes de travail. Ceci s'est accompagné d'un affaiblissement des critères hiérarchiques de conception et d'affectation des espaces. Parallèlement ont été mises en œuvre des démarches de conception associant programmeurs, architectes et personnels.

D'autres préoccupations se sont développées pendant cette période, notamment en matière de rentabilisation des espaces occupés et de sécurité du bâti et des équipements. Elles ont fondé l'essor du « facility management » et suscité de nouvelles méthodes de contrôle des

coûts, de gestion et de maintenance des bâtiments.

Plus récemment sont apparus de nouveaux enjeux urbains et environnementaux. L'architecture tertiaire participe de plus en plus étroitement aux projets urbains initiés par les collectivités publiques. Parallèlement les exigences écologiques se sont concrétisées dans la notion de haute qualité environnementale qui promeut les valeurs d'usage à moyen et long terme de la conception technique, architecturale et urbaine des bâtiments.

Les effets de la crise

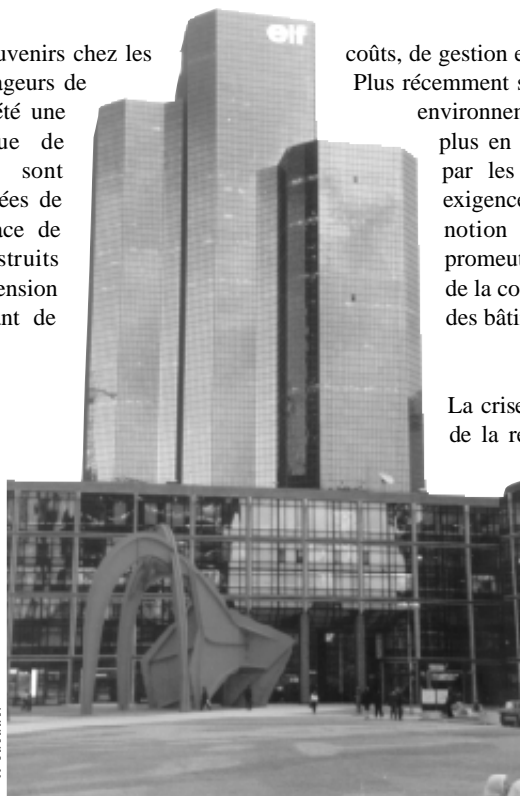
La crise des années 90 a permis une rationalisation de la ressource « espace » de l'entreprise, mais a aussi provoqué des économies drastiques. Les surfaces moyennes attribuées par personne ont diminué. Parallèlement l'amélioration des conditions de confort a connu un coup d'arrêt, la question des conditions de travail étant supplantée par celles de l'emploi et de la rentabilité dans les préoccupations des partenaires sociaux. Enfin, la mobilité croissante des entreprises les a incitées à se dégager de l'immobilier. Par contre, les promoteurs qui ont survécu à la crise ont porté, pour des raisons commerciales, une attention accrue à la qualité des espaces de travail.

L'actuelle reprise de l'immobilier tertiaire s'appuiera-t-elle sur les acquis de la période antérieure ou bien la spéculation jouera-t-elle de nouveau contre la qualité ?

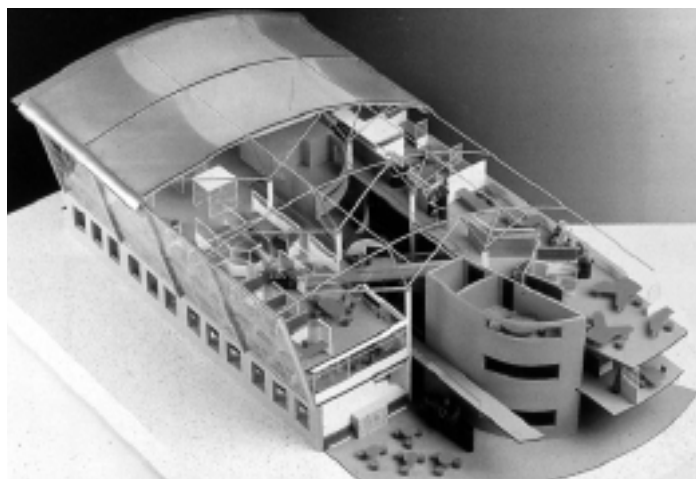
Créativité et appropriation vs taylorisme et centralisation

Si l'option qualitative l'emporte, elle développera, outre une meilleure prise en compte de l'environnement, une approche plus fine des besoins des entreprises. Ceux-ci comportent néanmoins des aspects paradoxaux.

En effet, l'exigence de flexibilité prend une acuité nouvelle : pour faire face aux variations du marché, l'entreprise veut pouvoir modifier continuellement son organisation et son espace. Les grands plateaux ouverts sont de retour, alors que se multiplient les activités bruyantes



Paris La Défense.



Pan bureau 88. Architecte P. Vimot.

en relation avec la clientèle. De même, ces espaces ouverts induisent un conditionnement d'air dont la gestion est souvent, par souci d'économie et de sécurité, centralisée alors que les souhaits de contrôle individualisé des ambiances vont croissants.

Concevra-t-on des systèmes ouverts permettant l'intervention des utilisateurs (par exemple le choix du rapport entre individuel et collectif, cloisonné et ouvert) et le contrôle de l'environnement ou bien des systèmes fermés, imposant une typologie figée de bureaux et un contrôle centralisé des bâtiments ? Un premier défi apparaît : concevoir des architectures et des équipements dont les performances techniques et économiques s'allient à une performance sociale, celle de l'intervention directe des utilisateurs.

Sur le plan de l'organisation du travail, une autre alternative se forme : celle de la conception de nouveaux espaces taylorisés comme, par exemple, les centres d'appel, s'opposant aux espaces créatifs destinés aux activités plus nobles telles que la recherche ou le développement. Les premiers proposeraient une version, au mieux ergonomique et élégante, des traditionnels pools administratifs - entassement de postes, rentabilité maximum des plateaux de travail, dispositif de contrôle visuel et marquage hiérarchique fort - tandis que les seconds se verraient réserver l'innovation architecturale visant à favoriser l'initiative individuelle et la fécondité des échanges collectifs. Dépasser cette division sociale de l'espace tertiaire constitue sans doute un second défi pour la conception architecturale et souligne la dimension politique de celle-ci, à l'échelle de l'entreprise, comme à celles de la ville ou du territoire.

© LEF

CPAM Maubeuge. D. Tessier

EVETTE T., (dir.), *L'architecture tertiaire en Europe et aux Etats-Unis*, Paris, *Plan Construction et Architecture*, collection *Recherches*, 1992.

EVETTE T., LAUTIER F., (éds), *De l'atelier au territoire - le travail en quête d'espaces*, Paris, L'Harmattan, 1994.

LAUTIER F., *Ergotopiques, sur les espaces des lieux de travail*, Toulouse, Octarès, 1999.

THÉRÈSE EVETTE
LABORATOIRE ESPACES TRAVAI

De la métaphore industrielle aux modèles d'organisation territoriale

En quelques décennies, la place des entreprises dans les politiques publiques et l'aménagement des villes a profondément évolué. La valorisation locale des économies (dans le contexte concurrentiel d'un nouveau marché du travail) a donné à l'architecture et à l'urbanisme un rôle nouveau et a modifié radicalement le rapport matériel, social et symbolique des entreprises aux territoires. En même temps, la vision de l'entreprise comme structure flexible et réactive a contribué à développer une autre manière de conduire les projets urbains. Les responsables de ces projets s'inspirent parfois ouvertement des nouvelles méthodes de travail et de mise en relation d'acteurs, expérimentées dans les procès de production. Cela n'est pas une nouveauté. Depuis les années 1900, l'entreprise constitue une ressource pour les professionnels de la ville. Elle leur fournit des modèles, non seulement pour l'organisation de leur produit (spécialisation des fonctions urbaines, rationalisation du système des communications, etc.), mais aussi pour la conduite des politiques publiques d'aménagement. C'est en effet au début du XX^e siècle que l'OST (organisation scientifique du travail) pénètre l'administration publique et plus largement le politique au nom de l'objectif supérieur de l'efficacité.

A l'égard des débats actuels, parfois confus en raison de l'usure des mots et des idées, notre approche invite à une exploration rétrospective de la période d'émergence de la métaphore de la ville comme entreprise industrielle. Cette exploration peut en effet contribuer à éclairer, non seulement les termes d'un rapprochement métaphorique tout à fait particulier, mais aussi, par opposition, les caractères et l'originalité des emprunts d'aujourd'hui.

Durant la première moitié du XX^e siècle, on le sait, c'est l'industrie taylorienne et fordienne qui fournit le modèle. Les idées de rationalisation et d'organisation scientifique marquent fortement l'air du temps. Elles

touchent le monde des réformateurs sociaux et notamment des architectes et des urbanistes qui s'intéressent à elles plus pour leurs implications politiques (collaboration des classes) que pour leurs aspects purement techniques (optimisation de la production du cadre bâti). Comprendre comment ces idées ont été reçues dans le domaine de l'urbanisme et quels effets elles ont eus sur la pensée et les politiques publiques au XX^e siècle a été l'objet de notre travail, qui s'est attaché à examiner la trajectoire individuelle de l'entrepreneur italien Adriano Olivetti : un ingénieur formé à l'école de l'organisation et de la direction d'entreprise, qui sera, après la seconde guerre mondiale, le responsable d'un projet politique (le mouvement « Comunità ») et l'un des principaux acteurs de l'urbanisme italien¹. Cette analyse nous a permis notamment de préciser la place tenue par les idées de rationalisation et d'organisation scientifique dans la formation de la notion moderne d'aménagement du territoire.

En effet, Olivetti est à l'origine de l'une des premières démarches européennes de planification régionale à perspective décentralisatrice : le plan régulateur du Val d'Aoste qu'il dirige de 1935 à 1937. Dans ce projet, il développe une idée d'aménagement régional où les régions (et les villes) cessent d'être pensées de façon autonome pour faire partie d'un tout national. Il ne s'agit plus de maîtriser l'expansion d'une agglomération qui déborde dans ses banlieues (aménagement communal, voire intercommunal), mais de prévoir le développement d'une région pensée comme facteur d'équilibre dans le cadre de l'appareil productif de l'Etat. Or, cette innovation n'est pas des moindres. Elle ne s'explique pas par un simple changement d'échelle et de terrain (opéré au sein des préoccupations restreintes des urbanistes). Elle est le produit d'une mutation radicale du rapport entre l'aménagement de l'espace et la planification industrielle et économique.

Nous sommes alors conduits à nous interroger sur les conditions qui ont rendu possible ce changement, et sur le rôle qu'y jouent les

hommes ayant tenté durant les années 1930 de diriger les économies nationales (en s'inspirant, comme Olivetti, des démarches de rationalisation des ateliers industriels). C'est après 1945 que les planificateurs tournés vers la programmation économique, d'une part, et les aménageurs tournés vers la construction des villes, d'autre part, commencent à coordonner leurs actions. Mais c'est dans le contexte de la crise économique des années 1930 et de l'essor des fascismes qu'apparaît l'importance de la planification comme préalable à la modernisation des dispositifs de production des pays industrialisés. Ceci change alors radicalement les conditions de la planification spatiale. L'implication de l'Etat dans la sphère de la production conduit directement à une prise en compte accrue des variables économiques dans l'aménagement de l'espace. Si les notions de « décentralisation industrielle », « équipement national » ou « équilibre territorial » (qui seront les leitmotifs de l'urbanisme des années 1940-

50) dérivent des études des géographes, elles ne puisent pas moins aux sources de la pensée du planisme économique. Le rapprochement de la ville avec l'entreprise industrielle n'est donc pas seulement un jeu de langage. Par le biais de l'action des adeptes de cette pensée - entrepreneurs, comme Olivetti, et administrateurs qui s'impliquent parfois ouvertement dans l'aménagement de l'espace - un certain nombre de principes, de méthodes et de valeurs propres au monde des entreprises (l'efficacité productive, l'organisation, la rationalisation, etc.) pénètrent réellement les démarches de l'urbanisme, en changeant radicalement leurs contenus et leur conduite.

ENRICO CHAPEL
LABORATOIRE ESPACES TRAVAIL

I. E. Chapel, Modèles industriels et planification du territoire. L'exemple du plan régulateur du Val d'Aoste (1935-37), BRA, LET-EAPLV, 1997

Un réseau de recherche et d'information à vocation européenne : RAMAU (Réseau Activités et Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme)

Les activités de conception et de réalisation des projets architecturaux et urbains connaissent de profondes évolutions d'ordre technique, économique et social qui modifient le contexte de l'exercice des différents métiers de l'architecture, de l'ingénierie et de l'urbanisme.

L'accélération de la mobilité des personnes et des emplois, celle de la circulation des informations et des savoirs ou encore les interactions internationales font évoluer les usages aussi bien que les formes de production des biens et des services et instaurent de nouvelles concurrences. Les transformations technologiques modifient les pratiques et les exigences des maîtres d'ouvrage comme les conditions de conception et de production des bâtiments, des aménagements urbains et des infrastructures.

De plus, les projets architecturaux et urbains sont tenus de prendre en compte de nouvelles données, telles que les particularités des

utilisateurs finaux, la politique de renouvellement urbain, le respect de l'environnement. Par ailleurs la fourniture de produits immobiliers ou d'infrastructures est de plus en plus souvent associée à celle de services d'exploitation ou de maintenance.

Enfin, les processus décisionnels évoluent également et se complexifient : retrait de l'Etat, responsabilité croissante des collectivités territoriales, prégnance des mouvements associatifs, convergence européenne, accroissement de la réglementation.

On peut relever les effets de ces évolutions sur l'organisation des activités de conception et de réalisation des projets architecturaux et urbains, et notamment :

- la complexité des projets (multiplication des exigences et technicité accrue) et des processus de conception et de réalisation des ouvrages (nombre d'acteurs impliqués dans la décision et la réalisation)

LET (LABORATOIRE ESPACES TRAVAIL) UMR 7544 LOUEST

Le Laboratoire Espaces Travail (LET)

est rattaché à l'École d'architecture de Paris la Villette. La recherche y est structurée en deux grands axes divisés en sous-thèmes :

- **Espaces, organisations, projets qui comprend :**
 - Ressources spatiales des entreprises
 - Management, planisme et urbanisme
 - Evolutions des maîtrises d'ouvrage en Europe
 - Architecture et management de projet

● **Architecture et médiation qui comprend :**

- Architecture et communication
- Compétences communicationnelles et architecture d'entreprise
- La visualisation des statistiques en urbanisme
- Maîtrise d'ouvrage et architecture
- Professions de la maîtrise d'œuvre

Le laboratoire encadre le DESS « Ergonomie et conception des systèmes de production » organisé conjointement par l'Université de Paris I-Panthéon-

Sorbonne et l'École d'Architecture de Paris-La Villette.

Il dispose d'un centre de documentation spécialisé dans le domaine de l'architecture d'entreprise et des espaces du travail, mais aussi en architecture et urbanisme, entreprises et travail, sciences humaines.

Directrice scientifique : **Thérèse EVETTE**

Coordonnées :

LET - Ecole d'Architecture de Paris la Villette

144, rue de Flandre 75019 PARIS

Tél. 01 44 65 23 83 - Fax 01 44 65 23 62

www.let.archi.fr - mél : let@paris-lavillette.archi.fr

- le développement des partenariats entre acteurs, du côté des maîtres d'ouvrage comme du côté des prestataires, qui impliquent la généralisation de la négociation comme mode d'action

- l'importance majeure des dispositifs de coordination et le rôle stratégique du management ou de la gestion de projet.

Aussi, l'adaptation des savoirs et des compétences des activités et métiers de conception et de réalisation des projets architecturaux et urbains s'opère dans un contexte de plus en plus ouvert et complexe. Les métiers traditionnels s'ouvrent à de nouvelles compétences ou déplacent leur aire d'intervention. De nouvelles activités de conseil et de coordination se développent, qui sont prises en charge par des acteurs traditionnels ou suscitent l'émergence de nouveaux profils professionnels.

Pour étudier ces évolutions en France et en Europe, diverses recherches ou réflexions ont été engagées à l'instigation du Ministère de l'équipement (Plan Urbanisme, Construction, Architecture), du Ministère de la culture et de la communication (sur la profession d'architecte) et plus récemment par le Ministère de la ville. Le Ministère du travail, pour sa part, pilote actuellement une étude prospective sur les métiers de la maîtrise d'œuvre.

Pour capitaliser les résultats obtenus et poursuivre la réflexion au sein des milieux scientifiques en liaison avec les milieux professionnels et les administrations concernées, a été créé en 1998 un réseau de recherche: Ramau (Réseau Activités et métiers de l'architecture et de l'urbanisme).

Ce réseau réunit des équipes de recherche (Ecoles d'architecture, Universités, CNRS, CSTB, etc.), des groupements et associations professionnels, ainsi que des chercheurs et des professionnels individuels dans les domaines de l'architecture, de l'urbanisme, de l'économie urbaine ou de l'ingénierie. Une centaine de personnes sont actuellement concernées.

De nombreuses réunions de travail ont rassemblé ces structures et ces personnes, et plus particulièrement, en mai 1999 puis en septembre 2000, lors de « Rencontres ». Les actes des premières rencontres ont été publiés¹, et les seconds sont en cours d'édition. Un autre aspect de Ramau est le site internet qui a été constitué : www.ramau.archi.fr. Il met à la disposition des chercheurs, des administrations et des professionnels, et plus généralement de ceux qui sont intéressés à ces questions, une production régulière et structurée de documentation et d'information sur le domaine que couvre le réseau, sur les structures qui le composent, sur les recherches et publications qui s'y effectuent, sur les événements qui l'intéressent, sur les formations qui participent à son évolution.

Les enjeux et les effets des transformations des métiers et activités de l'architecture et de l'urbanisme ne peuvent plus se penser à la seule dimension du territoire national. Au réseau et à ses réunions et travaux participent des chercheurs de différents pays européens (Danemark, Grande Bretagne, Russie, Suisse, etc.), dont plusieurs agissent comme des « correspondants ». Il s'agit de développer une dimension européenne (par articulation de réseaux comparables dans différents pays ou par l'élargissement de Ramau). Les prochaines journées de Rencontres, en octobre 2001, seront d'ailleurs internationales.

Le LET joue le rôle de tête du réseau et en assure le secrétariat avec deux autres équipes de recherche des écoles d'architecture : ARD à l'école d'architecture et du paysage de Bordeaux et le CRH-Cressac à l'école d'architecture de Paris-La Seine.

THÉRÈSE EVETTE- FRANCOIS LAUTIER
LABORATOIRE ESPACES TRAVAIL

1. *Cahiers Ramau n°1, Organisation et compétences de la conception et de la maîtrise d'ouvrage en Europe, Paris, Editions de La Villette, 2000.*

Europe industrielle : Améliorer la qualité de la production par la conception des lieux de travail (« Improving the quality of production via workspace design »).

De 1997 à 2000, des équipes de chercheurs et des entreprises de cinq pays européens ont constitué, dans le cadre d'EuroFM (« European Facilities Management Network »), un des « réseaux thématiques » du programme de recherche (industrielle) Bríte-Euram III financé par l'Union Européenne (DG XII). L'objet d'un tel réseau est d'échanger, d'évaluer et de faire connaître des expériences et des résultats de recherche de ses membres, afin de mieux cerner la pertinence du domaine de recherche proposé et d'en asseoir les bases¹. Un de ses enjeux a été de faire reconnaître par les entreprises ainsi que par les instances de la recherche industrielle européenne l'intérêt de développer des recherches dans ce domaine : « comment l'architecture et l'aménagement des lieux de travail peuvent-elles contribuer à améliorer la performance des entreprises » et d'obtenir d'elles un concours à leur financement. Six ouvrages monographiques portant sur des opérations de construction ou d'aménagement des entreprises, analysées avec le concours des chercheurs, ont été

publiés durant ces trois années et un rapport de synthèse est en cours d'édition. Il comporte d'une part des développements méthodologiques tendant à rendre comparables les expériences que l'on peut réunir et à obtenir ainsi des résultats généralisables : modèle de description des opérations, modèle d'analyse des décisions, modèle d'évaluation des opérations; d'autre part, le rapport expose les orientations de recherche dégagées par cette première phase de coopération².

FRANÇOIS LAUTIER
LABORATOIRE ESPACES TRAVAIL

1 Une première recherche européenne sur l'accès aux lieux de travail et les conditions de travail des handicapés avait réuni trois de ces équipes de chercheurs : Alexander K., Lautier F., Linn G., McFazdean E., Markus T.A., Sachs J., *Design for Integration, Glasgow, Göteborg, Paris, CFM-Univ. of Strathclyde, Industrial Architecture and Planning-Chalmers Univ. of Technology, LET-EAPLV, 1995.*



2 Les chercheurs proviennent des Universités technologiques d'Eindhoven (NL), Göteborg (Chalmers-S) et Helsinki (FI), de l'Université Strathclyde à Glasgow (UK), ainsi que de l'École d'Architecture de Paris La Villette. Les entreprises concernées par les études de cas sont : DAF Trucks (NL), Rover (GB), Philips Components (NL), Ericsson (S), ABB (FI), Volvo (S). Les publications sont disponibles, en anglais, sous le titre général *Production Workspace*, chez l'éditeur (Arko Publishers, Nieuwegein, Pays-Bas) ou auprès de EuroFM (Postbox 8138, 3503 RC Utrecht, Pays-Bas); on peut aussi consulter le site internet : <http://cfm.salford.ac.uk>

L'Institut parisien de recherche sur l'architecture, l'urbain et la société (IPRAUS)

L'IPRAUS, Institut parisien de recherche sur l'architecture, l'urbain et la société, créé en 1986, a pour origine le rapprochement d'enseignants-chercheurs, de l'École d'architecture de Paris-Belleville, de l'Université de Paris X-Nanterre et de chercheurs en sciences sociales du CNRS. Leur ambition était d'appréhender l'espace urbain et l'espace résidentiel comme une production concrète et comme le lieu de pratiques sociales, d'usages populaires. Les travaux du laboratoire couvrent un large champ, structuré selon trois axes :

Espaces publics et urbanité

Les recherches groupées sous cet intitulé ont principalement concerné la question des gares et aménagements urbains des transports (XIX^e - XX^e siècles), l'histoire des gares et quartiers de gares, et de leur implantation à Paris et dans les villes de province, ces lieux-mouvements de la ville.. (Karen Bowie, Isaac Joseph, Michèle Lambert, Pierre Pinon, Annie Téraide).

D'autres recherches ont abordé les jugements d'urbanité et les épreuves de l'accessibilité (Isaac Joseph, Jean-Michel Léger, Jacques Lévy); la conception de logements, d'équipements collectifs et de transports publics à partir de l'usage particulier que sont les personnes handicapées; les images sociales et les identités des villes nouvelles. Le propre et le sale comme significations symboliques que les Français et les Maghrébins, en situation de cohabitation, attribuent aux usages de l'espace privé et de l'espace public.

Genèse des formes architecturales et urbaines

Cet axe comporte plusieurs thèmes :

- Les villes françaises au XIX^e siècle : ce programme vise à révéler l'histoire des transformations et des extensions urbaines en France au XIX^e siècle, notamment dans sa première moitié, la moins explorée. Il a été amorcé avec plusieurs recherches antérieures et par la publication d'un Cahier de l'IPRAUS
- Les moyens et les méthodes de la maîtrise d'ouvrage urbaine et architecturale. Ces recherches portent sur la constitution et l'aménagement de la périphérie parisienne et sur la réglementation architecturale et urbaine
- Confrontations de cultures spatiales et patrimoine architectural et urbain en Méditerranée, au Maghreb, au Proche-Orient et en Extrême-Asie : les recherches portent sur l'inventaire cartographique des villes d'Asie, le patrimoine architectural et urbain en Asie du Sud-Est, le patrimoine et la modernité architecturale en Chine, l'étude comparée de la forme et des formations urbaines en Asie, l'occidentalisation des villes ottomanes aux XIX^e et XX^e siècles, le patrimoine urbain colonial en Inde, la typologie architecturale et le patrimoine urbain des médinas du Maghreb (Alain Borie, Pierre Clément, Nathalie Lancret, Pierre Pinon, Serge Santelli)
- L'histoire urbaine et cartographique de la Sicile aux XVII^e et XVIII^e siècles est étudiée par Liliane Dufour. Elle effectue une analyse de la cartographie historique et un travail d'archives en ce qui concerne la mise en évidence des conditions historiques et sociales de la production de l'espace urbain
- Les modèles français de cités-jardins construits dans le monde entre les deux guerres est l'objet des recherches menées par Ginette Baty-Tornikian.

Les formes et les territoires de la vie privée

Les systèmes d'habitat et les alternatives résidentielles ont été au cœur d'une importante recherche de l'équipe menée par Philippe Bonnin et Roselyne de Villanova (coordinateurs), Rabia Bekkar, Anne Gotman, Jean-Michel Léger, Eliane Nicolino. En étudiant les formes de logement dit secondaire ou de retour, les formes sociales et spatiales adoptées dans l'un et l'autre lieu, les qualités intrinsèques des espaces et les efforts apportés directement pour les obtenir, il s'agit de revoir les frontières qui définissent l'espace résidentiel par rapport à celles que recouvre habituellement la catégorie logement, de reconsidérer la hiérarchie entre principal et secondaire et de comprendre par exemple où et comment se produisent les investissements préférentiels, les attaches, les identités, les solidarités, les retournements.

Une autre recherche collective importante est en cours (Philippe Bonnin, Anne Gotman, Nathalie Lancret, Jean-Michel Léger, Eliane Nicolino, Martine Segalen et Roselyne de Villanova), qui se penche sur la question des concierges, gardiens et loges parisiennes : abordant aussi bien l'angle des morphologies spatiales et architecturales des immeubles qui abritent une loge (une petite histoire de l'architecture des



© C. Sabornier

Paris

loges), comme espace d'articulation entre le domaine privé et le domaine public, leur permettant de se générer l'un l'autre; mais également les itinéraires résidentiels de la population des concierges et gardiens. Il s'agit donc d'appréhender les loges à la fois comme un espace architectural dont on étudie l'évolution historique, et comme un espace d'habitat, à la fois espace résidentiel et de travail, qui prend place dans un système d'habitat plus vaste, et comme un espace de sociabilité, d'interface entre le logement et l'immeuble, l'immeuble et le quartier, où se construisent les rapports entre intérieur/extérieur, privé/public et résidents/non résidents.

L'IPRAUS édite une lettre d'information, faisant état du développement de ses recherches, de publications d'ouvrages et rapports produits par les chercheurs. En outre, les Cahiers de l'IPRAUS (éditions Recherches) ont inauguré en 1998 une série dédiée aux résultats de recherches avec la publication de « Paris, formes urbaines et architectures ».

Le laboratoire dispose d'un centre de documentation spécialisé, qui réunit quelque 4000 documents depuis sa création en 1991, répertoriés

sur une base informatisée locale, dans les domaines de l'architecture, l'urbanisme, la sociologie de l'habitat et la sociologie urbaine : ouvrages, rapports de recherche ou articles de revue, thèses ou mémoires universitaires, actes de colloques et de séminaire et périodiques, consultables sur place

En outre, le laboratoire encadre 36 Doctorants à Paris-VIII et Paris-X (DEA « Le projet architectural et urbain », DEA « Sociétés et Cultures Urbaines », DESS « Villes, Architectures, Patrimoines, Maghreb et Proche-Orient ») et assure des formations post-diplômes CEEA « Architecture Urbaine - Formation à la composition urbaine » (E.A de Paris-Belleville), CEEA « Métropoles d'Asie Pacifique », (E.A de Paris la Villette associé au DESS Aménagement et Urbanisme - Expertise Internationale IFU-Paris VIII).

PHILIPPE BONNIN
CNRS-IPRAUS

ÉCOLE D'ARCHITECTURE DE PARIS-BELLEVILLE
78, RUE REBEVAL - 75009 PARIS

TÉL : 01 53 38 50 60 - FAX : 01 53 38 50 50

CALENDRIER

Colloques

XXV^e colloque international de l'Association française pour l'étude de l'âge du Fer

24-27 mai 2001, Charleville-Mézières

Renseignements :

Bernard Lambot
AFEAF/CRAVO
21, rue des Cordeliers
60200 Compiègne

Nicolas Tournier et la peinture de la réalité

Colloque international

7-9 juin 2001, Toulouse

Renseignements :

Pierre Fraixanet
Centre de promotion de la recherche scientifique
Université de Toulouse-Le Mirail
Maison de la recherche
5, allée Antonio-Machado
31058 Toulouse Cedex 1
Tél : 05 61 50 47 86
Fax : 05 61 50 37 14
Mél : mondy@univ-tlse2.fr

Les jeunes et la culture scientifique XIX^e congrès de l'AMCSTI

10-12 juillet 2001, Grenoble

Renseignements :

Carole Grandgirard
AMCSTI
36, rue Chabot-Charny 21000 Dijon
Tél : 03 80 58 98 75
Fax : 03 80 58 98 58
Mél : carole.grandgirard@u-bourgogne.fr
ou amcsti@u-bourgogne.fr

La Peste : entre épidémies et sociétés

Congrès international (ICEPID-4)

23-26 juillet 2001, Marseille

Renseignements :

Michel Signoli
UMR 6578
CNRS-Université de la Méditerranée
Faculté de médecine-Secteur Centre
27, Boulevard Jean Moulin
13385 Marseille Cedex 5
Tél/Fax : 04 91 32 45 42
Mél : pesteicepid4@hotmail.com

XIV^e congrès de l'Union internationale des sciences préhistoriques et protohistoriques

2-8 septembre 2001, Liège (Belgique)

Renseignements :

Abaco-MAC, srl
v.le A. Gramsci, 47
47100 Forlì (Italie)
Tél : 39 0543 40440
Mél : uispp2001@abaco-mac.it
Site sur la Toile :
<http://www.uispp2001.org>

2001 Bogues Globalisme et pluralisme Colloque international

19-22 septembre 2001,

Montréal (Canada)

Renseignements :

Groupe de recherche sur les industries culturelles et l'informatisation sociale
Université du Québec à Montréal
Faculté des Lettres, Langues et

Communication
C.P. 8888, succ. Centre-Ville
Montréal, Québec
Canada H3C 3P8
Mél : 2001bugs@uqam.ca
Site sur la Toile :
<http://www.uqam.ca/gricis>

L'architecture monumentale funéraire : la Gaule dans l'Empire romain

11-14 octobre 2001,

Aix-en-Provence

Renseignements :

Corinne Rencurel
Institut de recherche sur l'architecture antique-CNRS
28, place des Martyrs de la Résistance
13100 Aix-en-Provence
Tél : 04 42 21 03 80
Fax : 04 42 96 31 75

CIDE 2001

4^e colloque international sur le document électronique

24-26 octobre 2001,

Toulouse

Renseignements :

Conférence CIDE 2001
IRIT
UPS-118
Route de Narbonne
31062 Toulouse Cedex
Tél : 05 61 55 67 65
Fax : 05 61 55 62 58
Mél : cide2001@irit.fr
Site sur la Toile :
<http://www.irit.fr/CIDE2001>

Formation

Géomatique, modélisation spatiale
et archéologie
Ecole thématique

17-25 septembre 2001, Valbonne

Renseignements :

Jeannine François

CNRS

Centre d'études Préhistoire,

Antiquité, Moyen Âge

250 rue Albert Einstein 06560 Valbonne

Tél : 04 93 42 99

Mél : francois@cra.cnrs.fr

Appel à communication

Conservation et restauration de l'art
préhistorique
Journées d'étude de la SFIIC

Mai 2002, Paris

Date limite de dépôt des
communications : juin 2001

Informations :

Secrétariat de la SFIIC

29, rue de Paris

77420 Champs-sur-Marne

Tél : 01 60 37 77 97

Fax : 01 60 37 77 99

Mél : sfiic@lrmh.fr

Site sur la Toile :

<http://www.fnet.fr/sfiic>

A LIRE

Archéologie

Aux origines du vignoble bordelais

Il y a 2000 ans, le vin à Bordeaux,

Par Frédéric Berthault

Bordeaux, Editions Féret, 2000,

125p., 99F.

Tombes et pratiques funéraires
protohistoriques des Grands Causses
du Gévaudan

Par Bernard Dedet

Documents d'archéologie
française n°84

Paris, Editions de la Maison

des sciences de l'homme, 2001,

356p., 265F. jusqu'au 31/08/2001,

ensuite 295F.

L'abbaye Saint-André de
Villeneuve-lès-Avignon :
histoire, archéologie, rayonnement

Actes du colloque interrégional
tenu à l'occasion du Millénaire

de la fondation de l'abbaye :

999-1999. Villeneuve-lès-Avignon,

24-26 septembre 1999

Les cahiers de Salagon 4

Mane, Les Alpes de Lumière,

2001, 448p., 190F.

Diffusion : Edisud

La Calade

13090 Aix en Provence

Les derniers chasseurs-cueilleurs
d'Europe occidentale
(13 000-5 500 av. J.-C.)

Actes du Colloque international
de Besançon
(Doubs, France)

Besançon, Presses universitaires
franc-comptoises, 2000, 195F.

Diffusion :

Belles Lettres

Compiègne

Par Marie-Claire Coste

Documents d'évaluation
du patrimoine archéologique
des villes de France n°18

Paris, Editions du patrimoine,

2000, 184p., 230F.

Parthenay

Par Maria Cavaillès et Nathalie Lecomte

Documents d'évaluation
du patrimoine archéologique
des villes de France n°19

Paris, Editions du patrimoine, 2000,

246p., 280F.

Patrimoine

La réutilisation culturelle et
artistique des monuments
historiques en Europe

Synthèse de l'étude et extraits
des Actes du colloque
(Château Sa velli-Italie-1998)

Etude réalisée par le Réseau européen
des centres culturels-Monuments

historiques et l'ACCR, Paris,

Editions de l'ACCR, 2000, 139p., 110F.

Diffusion :

Association des centres de rencontre

9, rue Bleue - 75009 Paris

Tél : 01 53 34 97 00 - Fax : 01 53 34 97 09

Mél : accr@wanadoo.fr

Patrimoine de l'industrie (« Industrial Patrimony »)

Patrimoine de l'industrie (« Industrial Patrimony ») est une revue
semestrielle publiée depuis 1999 par l'Ecomusée de la Communauté
Urbaine Le Creusot-Montceau-les-Mines (CUCM), en coopération avec
T.I.C.C.I.H. (The International Committee for the Conservation of the
Industrial Heritage) et désormais en partenariat avec l'ICOMOS.

Quatre numéros ont déjà parus, la sortie des numéros 5 et 6 est
prévue respectivement pour juin et décembre 2001.

Les langues de publication sont le français, l'anglais, l'italien,
l'espagnol, l'allemand. Les articles sont accompagnés de résumés en
anglais et en français selon les cas.

Cette revue est la seule aujourd'hui qui aborde, sur un plan
international, les problèmes de la diffusion de la connaissance du
patrimoine industriel, et de la défense des valeurs qui s'attachent à ce
patrimoine dans tous les pays qui ont participé au mouvement séculaire
du progrès technique et de l'industrialisation.

La revue offre au lecteur : des études thématiques concernant l'actualité
des problèmes du patrimoine industriel, ou des publications de
colloques; des informations sur les expériences de musées qui abordent
le thème; des monographies consacrées à des monuments ou à des sites

encore peu connus de ce patrimoine aux quatre coins du monde (sous la
rubrique : Connaissance du patrimoine industriel mondial); des dossiers
historiques organisés selon un plan typologique et sectoriel (sous la
rubrique : Atlas du patrimoine industriel mondial); des comptes rendus ;
des prises de position en faveur de monuments menacés.

La densité des réseaux d'adhérents et de correspondants développés par
T.I.C.C.I.H, ICOMOS et l'Ecomusée de la CUCM depuis les années 1970
garantit à ce périodique, d'un genre intermédiaire entre celui de la revue
savante et celui du magazine culturel spécialisé, une information
récente et de qualité.

Rédacteur en chef : Louis BERGERON, président honoraire de TICCIH

Mél : bergeron@ehess.fr

Prix de vente au numéro : 143F.

Abonnement :

Ecomusée de la Communauté urbaine Le Creusot-Montceau les Mines

Revue « Patrimoine industriel »

Château de la Verrière

BP 53

71202 Le Creusot Cedex

Archives

Grande Chancellerie et Conseil
Répertoire numérique de la série V.
Tome premier

Par Emile Campardon

Paris, Centre historique des Archives
nationales, 2000, 126p., 100F.

Diffusion : La Documentation française

La situation des départements et
l'installation des premiers préfets
en l'an VIII (1799-1800)

Recueil d'analyses et d'extraits
de documents de la série F^{1c} III
des Archives nationales

Par Elisabeth Berloz

Paris, La Documentation française,
2000, 365p., 240F.

Des archives de l'architecture aux
archives de la ville

Table ronde tenue aux Archives
nationales les 18 et 19 juin 1998

Paris, Direction des Archives de France,
2000, 193p., 100F.

Diffusion : La Documentation française

Mémoire et histoire :
les Etats européens face
aux droits des citoyens
du XXI^e siècle

Actes du colloque de Bucarest des
25-26 septembre 1998

Paris, ICA, 2000

Ce livre peut être obtenu sur demande
écrite à :

Secrétariat du Conseil international
des Archives

60, rue des Francs-Bourgeois
75003 Paris

Ethnologie

Rester liés

Terrain n°36, Mars 2001

Paris, Centre des monuments

nationaux/Editions du patrimoine



La centrale hydroélectrique de Mazzè (Piémont) in Patrimoine de l'industrie.

© Maurizio Rocca

Musées

La vie et l'œuvre de
Philippe-Auguste Jeanron

Par Madeleine Rousseau

Paris, Editions de la Réunion des
Musées nationaux, 2000, 356p., 390F.

Diffusion : Seuil

Conservation- restauration

Décors de céramique

Coré n°9, Novembre 2000, 80F.

Diffusion : EPONA

7, rue Jean-du-Bellay

75004 Paris

Tél : 01 43 26 85 82

Fax : 01 43 29 34 88

Les collections photographiques

Guide de conservation préventive

Par Bertrand Lavédrine

Paris, Arsag, 2000, 311p., 196,50F.

Diffusion :

Association pour la recherche
scientifique sur les arts graphiques
Museum national d'histoire naturelle
36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire
75005 Paris

La conservation des métaux

Sous la direction de Claude Volfovsky

Paris, CNRS Editions, 2001, 295p., 240F.

Peinture

L'index montré du doigt

Huit plus un essai sur la surprise
en peinture,

Par Jean Lancri

Paris, L'Harmattan, 2000, 368p., 190F.

Musique

Temps musical/espace musical
comme fonctions logiques

Par Costin Cazaban

Paris, L'Harmattan, 2000, 264p., 140F.

Architecture

Virtuel/Réel

Quelles places pour
les nouvelles technologies ?

Les cahiers de la recherche
architecturale et urbaine n°7,
Janvier 2001, 95F.

Paris,

Centre des monuments
nationaux/Editions du patrimoine

Communication

Le sexe du téléphone

Réseaux,

Volume 18-n°103/2000

Paris, Hermès, 157,43F.



Sur Internet

• la Mission de la recherche et de la technologie

<http://www.culture.fr/culture/mrt.htm>

• le réseau de la recherche

(rapports des conseils, personnels, moyens,
actualité, avis de vacances et de concours,
programmes de numérisation, rapports de recherche, etc.)

<http://www.culture.fr/culture/mrt/mrt.htm>

Directeur de la publication : Jacques Vistel
Chef de la mission de la recherche
et de la technologie : Jean-Pierre Dalbéra.
Rédaction : Silvia Pérez - Vitoria silvia.perez@culture.gouv.fr
Ministère de la culture et de la communication
Mission de la recherche et de la technologie
3, rue de Valenciennes, 75042 - Paris Cedex 01.
Tél. : 01 40 15 80 45 - Mèl : mrt@culture.fr
N° de commission paritaire : 0603 B 05120
Conception-réalisation : Sophie Moulay
Imprimeur : Maulde et Renou
ISSN : 0765-5991